



Distr.
GENERALE
A/3366
17 novembre 1956
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

Onzième session
Point 22 de l'ordre du jour

REGLEMENTATION, LIMITATION ET REDUCTION EQUILIBREE DE TOUTES LES FORCES
ARMEES ET DE TOUS LES ARMEMENTS; CONCLUSION D'UNE CONVENTION INTERNATIONALE
(OU D'UN TRAITE INTERNATIONAL) CONCERNANT LA REDUCTION DES ARMEMENTS ET
L'INTERDICTION DE L'ARME ATOMIQUE, DE L'ARME A L'HYDROGENE ET DES AUTRES
TYPES D'ENGINS DE DESTRUCTION MASSIVE

Lettre en date du 17 novembre 1956 adressée au Président de l'Assemblée générale
par le Secrétaire général de la délégation de l'Union des Républiques socialistes
soviétiques à la onzième session de l'Assemblée générale

New-York, le 17 novembre 1956

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint une déclaration du Gouvernement
de l'Union soviétique sur la question du désarmement et de la réduction de la
tension internationale.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer cette déclaration
comme document de la onzième session de l'Assemblée générale.

Le Secrétaire général de la délégation
de l'URSS à la onzième session de
l'Assemblée générale
Signé : S. KOZYREV

DECLARATION DU GOUVERNEMENT DE L'UNION SOVIETIQUE SUR LA QUESTION
DU DESARMEMENT ET DE LA REDUCTION DE LA TENSION INTERNATIONALE

L'attaque armée du Royaume-Uni, de la France et d'Israël contre l'Egypte a créé une situation dangereuse pour la paix et a fait sentir aux peuples, avec la plus grande acuité, la menace d'une troisième guerre mondiale.

On connaît les importantes mesures prises dans ces pays : mobilisation des forces armées terrestres, navales et aériennes, rappel de réservistes et mobilisation de l'industrie, des transports et des moyens de communication, qui ont été mis au service des besoins militaires. Ainsi, ces pays ont été placés en fait sur un pied de guerre, comme le montre en particulier la propagande de guerre effrénée menée dans l'ensemble des pays du bloc de l'Atlantique nord (OTAN). Les actes d'agression que le Royaume-Uni, la France et Israël ont commis contre l'Egypte, les mesures militaires qu'ils ont prises et la psychose de guerre qu'ils ont créée ont concrétisé le danger de l'extension d'un conflit où seraient employés les moyens de destruction de la technique militaire moderne.

Devant cette agression non provoquée, les peuples de l'Orient se sont naturellement dressés pour défendre l'Egypte qui lutte pour ses intérêts nationaux les plus chers et pour une existence nationale indépendante; ils ont ainsi pris la défense de leur propre indépendance nationale.

Par suite de la résistance héroïque du peuple égyptien et devant l'indignation croissante que cette aventure militaire entreprise dans le Moyen-Orient et condamnée par les Nations Unies a soulevée dans le monde entier, les auteurs de cette guerre d'agression ont dû arrêter leurs opérations militaires contre l'Egypte. Toutefois, il ne faut pas croire que le danger de guerre est écarté ni que l'incendie ne peut reprendre avec une violence accrue. Si les peuples restent sur leurs gardes, c'est parce que le Royaume-Uni et la France s'emploient actuellement à masser des forces armées et du matériel de guerre non seulement à Chypre, mais aussi à Port-Saïd, ville que les troupes franco-britanniques ont occupée après la proclamation du cessez-le-feu et, par conséquent, en violation des engagements que ces deux pays avaient pris devant le monde entier.

Pour exécuter leurs plans militaires dans le Proche-Orient, le Royaume-Uni et la France ont transporté sur le théâtre des opérations militaires d'importantes formations dont certaines se trouvaient auparavant stationnées en Allemagne occidentale. En outre, le Gouvernement français a envoyé une partie importante

de son armée dans la région de l'Afrique du Nord pour écraser le mouvement de libération nationale en Algérie.

Les opérations militaires menées contre l'Egypte ont eu pour effet de paralyser pour longtemps le canal de Suez, de détruire les pipe-lines qui traversent les territoires des Etats arabes et de compromettre gravement les communications avec le Royaume-Uni, la France et d'autres pays d'Europe, si importantes pour ces pays, étant donné surtout que ces opérations ont provoqué l'arrêt des transports de pétrole vers l'Europe par la Méditerranée. Par là même il est devenu extrêmement difficile pour le Royaume-Uni, la France et d'autres pays d'Europe occidentale de recevoir les combustibles liquides dont ils ont tant besoin pour leur industrie et qui ont une importance décisive du point de vue militaire, car sans eux, dans les conditions actuelles, l'appareil militaire est paralysé et les armées ne peuvent combattre.

Ainsi, l'aventure militaire entreprise contre l'Egypte a gravement affaibli non seulement la position politique du Royaume-Uni et de la France en Europe, mais aussi leurs positions militaires et stratégiques; elle a affaibli aussi toutes les forces armées du bloc de l'Atlantique nord sur le continent européen. Ce n'est pas sans raison que l'on fait remarquer avec inquiétude dans les milieux officiels et dans la presse des pays occidentaux que les organisateurs de l'agression contre l'Egypte se sont mis dans une situation extrêmement délicate du fait que le gros de leurs forces armées est concentré dans la région du Proche-Orient et en Afrique du Nord, tandis que leurs forces stationnées en Europe ne reçoivent plus les approvisionnements voulus.

Il y a lieu de signaler que les milieux des pays occidentaux responsables de l'agression contre l'Egypte cherchent maintenant à détourner l'attention de l'agression flagrante commise contre l'Egypte et dissimuler l'échec de cette aventure en répandant des inventions mensongères sur les prétendues intentions agressives de l'Union soviétique dans le Proche-Orient et en Europe.

D'autre part, on essaie de lancer contre l'Union soviétique une campagne de calomnies à propos de l'échec du complot militaire et contre-révolutionnaire dirigé contre la Hongrie populaire; ce complot, on le sait maintenant, faisait partie intégrante d'une conspiration générale des impérialistes contre la paix et la sécurité des peuples, tant au Proche-Orient qu'en Europe. On répand aussi toutes sortes d'inventions concernant une prétendue concentration de troupes

/...

soviétiques dans divers pays de l'Europe orientale, des mouvements insolites de troupes soviétiques sur les frontières occidentales et méridionales de l'URSS, etc.

Certains milieux occidentaux se servent de tous ces moyens pour faire renaître la "guerre froide", pour intensifier encore la course aux armements dans les pays de l'OTAN, organisation essentiellement agressive que l'on emploie ouvertement, depuis quelque temps, en vue de maintenir et de rétablir le honteux système de l'oppression coloniale.

La création de cette atmosphère de tension, et en particulier l'intensification de la course aux armements, profitent avant tout aux monopoles des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France qui réalisent des bénéfices fabuleux sur leurs commandes de guerre. Cette situation leur permet aussi de maintenir à un niveau élevé les impôts des travailleurs sur qui pèse surtout le fardeau des dépenses relatives aux armements et à la préparation d'une guerre sur terre, sur mer et dans les airs.

Ainsi, il faut reconnaître que l'agression anglo-franco-israélienne contre l'Egypte a placé dans une situation délicate l'Europe occidentale et tous les pays de l'OTAN. D'autre part, on attribue à l'Union soviétique toutes sortes de desseins absurdes à l'égard de l'Europe occidentale, du Proche-Orient, etc., et l'on répand par tous les moyens la psychose de guerre.

Mais ceux qui ont eu recours à ces manoeuvres ont fini par s'embrouiller.

Si l'Union soviétique s'était vraiment inspirée de considérations d'opportunité, si elle s'était fondée sur les avantages qu'elle aurait pu retirer du rapport des forces entre les Puissances et si elle avait eu les intentions agressives qu'on lui prête, elle aurait fort bien pu, semble-t-il, profiter de la situation actuelle pour attaquer les forces armées du bloc atlantique et atteindre ses prétendus objectifs militaires en Europe occidentale, même sans recourir aux armes modernes, y compris l'arme atomique et les engins téléguidés.

En fait, on peut dire qu'à l'heure actuelle, la situation stratégique en Europe occidentale est encore plus favorable aux forces armées de l'Union soviétique qu'elle ne l'était à la fin de la deuxième guerre mondiale, époque à laquelle l'armée soviétique, entièrement mobilisée et équipée, aurait pu se rendre maîtresse de toute l'Europe occidentale si l'Union soviétique l'avait voulu.

/...

Mais aujourd'hui comme à la fin de la deuxième guerre mondiale, l'URSS n'a d'autre intention que de maintenir et de consolider la paix, conformément aux aspirations des peuples de tous les pays.

Pendant la seule année écoulée, l'Union soviétique, par une décision unilatérale, a réduit ses forces armées du chiffre important de 1.840.000 hommes, a réduit son budget militaire de près de 10 milliards de roubles et a supprimé ses bases militaires à Port-Arthur et à Porkkala-Udd. Quoi qu'en dise la propagande mensongère des Puissances occidentales, l'URSS ne procède à aucune mobilisation ni à aucun mouvement de troupes sur les frontières. Ses troupes s'acquittent de leurs tâches militaires normales et restent stationnées à leurs emplacements habituels. Le peuple soviétique se consacre à son travail pacifique d'édification sur les grandes étendues de terres nouvellement défrichées, sur les chantiers gigantesques du sixième plan quinquennal, dans les laboratoires et les instituts scientifiques, dans les divers domaines de la culture, de l'art et de la science.

Le Gouvernement soviétique déclare que l'Union soviétique s'oppose toujours, comme par le passé, à ce que les litiges et les différends entre les Etats soient réglés par la guerre. Il continue de s'inspirer de la politique léniniste de coexistence pacifique des Etats, indépendamment de leurs différences de régime social et politique. Dans ses relations avec les autres Etats, le Gouvernement de l'URSS est guidé par les décisions du vingtième Congrès, désormais historique, du parti communiste de l'Union soviétique, dans lesquelles notre pays a exprimé ouvertement, devant le monde entier, son opposition à la guerre comme moyen de régler les différends internationaux, et où il expose nettement sa position sur les principes de la coexistence pacifique des pays socialistes et des pays capitalistes.

Le Gouvernement soviétique continuera de s'en tenir fermement à cette position de principe, qui découle de la nature même de l'Etat socialiste, dont la tâche fondamentale consiste à relever le niveau de vie du peuple, à développer les forces productives de la société, libérées des entraves du régime de production capitaliste. Pour obtenir ce résultat, il faut non pas la guerre, mais des conditions de développement pacifique qui, seules, permettent d'exploiter les possibilités inépuisables de développement qu'offrent l'économie, la culture et la science socialistes.

/...

Dans l'Union soviétique, aucun groupe social, aucune classe ne vit de la guerre et de la situation créée par la guerre, ne s'occupe de faire la course aux armements, de s'emparer de territoires étrangers, ni de déclencher des guerres d'agression.

On sait que la Russie, autrefois pays agricole arriéré, est devenue en peu de temps un puissant Etat industriel qui dispose de tous les moyens et de toutes les ressources nécessaires pour continuer à développer rapidement son économie, pour améliorer le bien-être matériel du peuple soviétique et pour relever son niveau culturel. Le fait que le volume de la production industrielle de l'URSS s'est accru de plus de vingt fois au cours des vingt-cinq dernières années, alors que, au cours de la même période, le volume de la production industrielle de tous les pays capitalistes n'a même pas doublé, montre bien le rythme sans précédent du développement économique de l'Union soviétique.

L'Union soviétique possède un territoire immense, d'énormes réserves de charbon, de pétrole, de minerais de fer, de métaux non ferreux, ainsi que des réserves inépuisables de ressources énergétiques, y compris l'énergie électrique produite par les méthodes les plus récentes à partir de matières fissiles. L'économie planifiée de l'Union soviétique assure l'écoulement normal des marchandises produites, et la conquête des marchés est un problème qui ne se pose donc pas dans l'URSS. L'Union soviétique fonde ses relations économiques avec les autres Etats sur l'égalité des droits et sur le principe des avantages mutuels, permettant ainsi des échanges normaux dans l'intérêt du développement futur de l'économie nationale.

Les peuples de l'Union soviétique, qui se sont engagés sur la voie du socialisme et ont remporté des succès inouïs dans le développement de leur économie nationale et de leur culture, ont constaté par expérience que le système socialiste est le plus progressiste et celui qui permet à l'URSS comme aux autres Etats socialistes de développer leur économie nationale de façon à assurer la victoire inévitable du socialisme dans un climat d'émulation économique pacifique avec le capitalisme. Le peuple soviétique s'emploie à rattraper et à dépasser les pays capitalistes les plus avancés en ce qui concerne le niveau de production industrielle par habitant. Les citoyens soviétiques sont persuadés que grâce à leurs puissantes ressources techniques et aux grands avantages du système socialiste de l'économie, ils pourront d'ici peu de temps atteindre au développement

/...

complet des forces matérielles et spirituelles de l'homme et à l'harmonie de la vie sociale qu'apportera l'édification du communisme.

Le Gouvernement soviétique est intimement persuadé que l'intérêt du peuple soviétique à maintenir et à renforcer la paix coïncide entièrement avec l'intérêt de tous les autres peuples, tant de l'Occident que de l'Orient. Ce qu'il leur faut, ce ne sont pas des bombes atomiques, ce ne sont pas des chars ni des canons; ce qu'il leur faut, ce sont des vêtements, des denrées alimentaires, des logements, des écoles pour leurs enfants, un avenir paisible et assuré. Les peuples des pays sous-développés veulent en finir avec leur retard séculaire, avec l'indigence, avec le pénible héritage de l'oppression coloniale.

Les derniers événements du Proche-Orient ont montré nettement combien sont grandes les forces qui tiennent à préserver la paix et qui sont résolues à contenir les agresseurs. Ces événements ont montré également que les milieux agressifs de certaines Puissances sont prêts, au nom de leurs intérêts égoïstes, à lancer le monde dans une nouvelle guerre mondiale en plaçant les peuples devant la menace de nouveaux conflits armés, gros de conséquences pour l'humanité.

C'est pourquoi, en ce moment grave, l'Union soviétique élève à nouveau la voix et réclame l'arrêt de la course aux armements, l'interdiction de l'arme atomique et l'arme à l'hydrogène, l'interdiction des essais de ces armes.

En vue d'une réalisation pratique et rapide de ces exigences, qui répondent aux intérêts vitaux de tous les peuples, le Gouvernement soviétique propose ce qui suit :

1. Réduire en deux ans les forces armées de l'Union soviétique, des Etats-Unis d'Amérique et de la Chine à l'effectif de 1 million à 1.500.000 hommes pour chacun de ces Etats, celles du Royaume-Uni et de la France à 650.000 hommes pour chacun de ces Etats, et celles de chacun des autres Etats à l'effectif de 150.000 à 200.000 hommes;
Réduire, à titre de première mesure à cet effet, pendant la première année, les forces armées de l'URSS, des Etats-Unis et de la Chine à 2.500.000 hommes et les forces armées du Royaume-Uni et de la France à 750.000 hommes pour chacun de ces Etats.
Lesdits pays devront réduire leurs armements dans une proportion correspondante.

/...

2. Mettre en oeuvre, dans le délai susmentionné, l'interdiction de l'arme atomique et de l'arme à l'hydrogène, avec arrêt de la production de l'arme nucléaire, interdiction de son utilisation, destruction totale des stocks de cette arme et élimination de cette arme des armements des Etats. Interdire immédiatement, à titre de première mesure, les essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène.
3. Réduire d'un tiers au cours de l'année 1957 les forces armées des Etats-Unis, de l'URSS, du Royaume-Uni et de la France stationnées sur le territoire de l'Allemagne, avec établissement d'un contrôle adéquat de cette réduction.
4. Effectuer, au cours de l'année 1957, une réduction importante des forces armées des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France stationnées sur les territoires des pays membres de l'OTAN et des forces armées de l'URSS stationnées sur les territoires des pays signataires du Traité de Varsovie.
5. Supprimer, en deux ans, les bases étrangères militaires, navales et aériennes, situées sur le territoire d'autres Etats.
6. Réduire les dépenses militaires des Etats en deux ans d'une manière qui corresponde aux réductions des forces armées et des armements, à l'interdiction de l'arme atomique et de l'arme à l'hydrogène et à la suppression des bases étrangères situées sur le territoire d'autres Etats.
7. En vue de surveiller l'exécution par les Etats des engagements qu'ils auront pris touchant le désarmement, établir un contrôle international rigoureux et efficace disposant de tous les pouvoirs et fonctions nécessaires à cet effet.

Afin de prévenir une attaque soudaine d'un Etat contre un autre Etat, établir dans le territoire des Etats, sur la base de la réciprocité, des postes de contrôle dans les grands ports importants, aux noeuds ferroviaires, sur les autoroutes et les aérodromes. Ces postes veilleront à ce qu'il ne se produise pas de concentration dangereuse de forces armées ni d'armements.

Le Gouvernement soviétique a déjà fait connaître à maintes reprises ce qu'il pense de la proposition relative au plan dit des photographies aériennes, et il a

/...

déclaré que cette proposition ne résout ni le problème du contrôle du désarmement ni celui de la prévention de l'agression.

Considérant toutefois que la proposition relative aux photographies aériennes est présentée comme une condition à la conclusion d'un accord sur les questions du désarmement, ce qui suscite de graves obstacles à la conclusion d'un tel accord, le Gouvernement soviétique, pour permettre de conclure au plus tôt un accord, est prêt à examiner la question de l'emploi des photographies aériennes dans la région de l'Europe où sont disposées les principales forces armées du bloc de l'Atlantique nord et des pays signataires du Traité de Varsovie, soit sur une profondeur de 800 km à l'est et à l'ouest de la ligne qui sépare les forces armées ci-dessus indiquées, et cela avec l'assentiment des Etats intéressés.

En proposant l'exécution des mesures précitées, le Gouvernement soviétique estime qu'après leur application, il conviendra de poser la question de la liquidation totale des forces armées et des armements de tous genres, les Etats ne conservant que les contingents de milice (de police) qui sont nécessaires au maintien de la sécurité intérieure et à la garde des frontières.

Le Gouvernement soviétique, fidèle à sa politique de maintien de la paix et désireux de donner aux peuples l'assurance qu'il ne sera jamais fait usage des armes pour résoudre les différends entre Etats, propose à nouveau de conclure un pacte de non-agression entre les pays membres de l'alliance de l'Atlantique nord et les pays signataires du Traité de Varsovie. Un tel pacte, qui compterait parmi ses signataires l'Union soviétique et les Etats-Unis, c'est-à-dire les Etats qui disposent des forces armées les plus puissantes, modifierait de façon radicale toute la situation internationale, en contribuant à réduire la tension internationale et à créer la confiance entre les Etats.

Etant donné que l'examen des questions du désarmement par les organes de l'ONU n'a donné, jusqu'ici, aucun résultat concret en ce qui concerne la solution du problème de la réduction des armements et de l'interdiction de l'arme atomique, le Gouvernement soviétique estime qu'il faut, tout en poursuivant les efforts dans ce sens au sein des organes des Nations Unies, rechercher des moyens plus efficaces pour résoudre ce problème. Considérant que la situation internationale actuelle appelle des mesures d'urgence en vue de prévenir la guerre et de mettre fin à la course aux armements, le Gouvernement soviétique estime qu'il conviendrait

/...

de réunir une conférence des chefs de gouvernement de l'URSS, des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Inde, comme l'a proposé le Président de la Confédération suisse. Une telle conférence pourrait faciliter la conclusion d'accords sur les questions relatives au problème du désarmement. Si la conférence des chefs de gouvernement des cinq Etats aboutit, elle pourra préparer la convocation d'une conférence plus large pour l'examen de ces questions, à laquelle pourraient prendre part les chefs de gouvernement de tous les pays membres de l'OTAN et des pays signataires du Traité de Varsovie. Le Gouvernement soviétique estime souhaitable que prennent également part aux travaux de cette conférence les chefs de gouvernement de plusieurs autres pays, et avant tout ceux de la République populaire de Chine, de l'Inde, de la Yougoslavie, de l'Indonésie et de la Birmanie, pays qui n'ont adhéré ni au Traité de Varsovie ni à des groupements militaires tels que l'OTAN, l'OTASE ou le Pacte de Bagdad.

Si la convocation d'une conférence des chefs de gouvernement des cinq Puissances, présentait des difficultés, le Gouvernement soviétique estime qu'il conviendrait, dans l'intérêt d'une réduction de la tension internationale et d'une amélioration de la situation internationale, de convoquer la conférence plus large mentionnée ci-dessus.

Le Gouvernement soviétique croit devoir souligner avec force qu'à l'heure actuelle le monde doit choisir entre deux routes : ou bien arrêter la "guerre froide", renoncer à la politique de "la position de force", désarmer et créer toutes les conditions nécessaires à la coexistence pacifique des Etats à régime économique et social différent, ou bien poursuivre la course aux armements, continuer la "guerre froide" et aboutir ainsi à la guerre la plus terrible et la plus destructrice qui ait jamais été, guerre qui plongerait le monde entier dans des malheurs et des souffrances indicibles.

Le Gouvernement soviétique n'a jamais cessé de soutenir qu'il n'est pas au monde de problème litigieux qui ne puisse être résolu pacifiquement, dans le respect des intérêts légitimes des Etats. Quant aux divergences idéologiques, elles ne sauraient justifier l'aggravation des relations entre les Etats, la propagande de guerre et encore moins l'emploi de la force par un Etat contre un autre Etat. De telles divergences peuvent et doivent être conciliées par une lutte d'idées où la supériorité de telle ou telle idéologie, de tel ou tel système économique sera démontrée par le cours même de l'évolution historique.

/...

En présentant ses propositions relatives au désarmement, qui sont dictées par le souci de maintenir et de consolider la paix entre les peuples, le Gouvernement soviétique exprime sa conviction que ces propositions recevront l'appui de tous ceux qui veulent, non seulement en paroles mais dans leurs actes, supprimer le danger d'une nouvelle guerre et renforcer la paix universelle.
